

**Front Commun pour la justice sociale du N.-B. inc.**  
**51 rue Williams**  
**Moncton, NB**  
**E1C 2G6**  
**(506) 855-8977**

Communiqué de presse

NE PAS DISTRIBUER AVANT LE 17 AOUT, 2011

**Une augmentation du salaire minimum n'est pas mauvaise...; ce sont les analyses des petites et moyennes entreprises le sont!**

Moncton : « L'argument majeur avancé par les propriétaires des petites et moyennes entreprises, c'est qu'un salaire minimum plus élevé va provoquer des pertes d'emplois. Les chiffres présentés dans notre Mémoire questionnent sérieusement cette affirmation. Oui, l'industrie d'hébergement et des services de restauration a récemment subi des pertes d'emploi. Le nombre d'employés est passé de 24,000 en 2006 à 20,800 en 2010. Mais de nombreux autres facteurs hors d'une augmentation du salaire minimum peuvent expliquer ces baisses dans le nombre d'emplois :

- Premièrement, le nombre de touristes provenant des États-Unis a subi un déclin important à cause de la valeur de notre dollar, de la crise économique aux E.-U. ainsi que le coût élevé de l'essence.
- La crise économique de 2008 a laissé des centaines de milliers de Canadiens et des milliers de Néo-Brunswickois sans emploi et avec beaucoup moins d'argent dans leurs poches pour aller manger au restaurant, pour voyager, pour s'acheter des biens et services, etc.
- Entre 2007 et 2009, plus de 2,400 emplois bien rémunérés ont été perdus dans l'industrie forestière, ce qui a également eu un impact négatif sur les magasins de détail, les services d'hébergement ainsi que sur les services alimentaires », de dire M. John Gagnon.

Les pressions faites pour retarder la hausse du salaire minimum à 10 \$ l'heure, prévue pour septembre 2011, provient principalement des propriétaires de petites et moyennes entreprises. Les travailleuses et les travailleurs œuvrant dans les services alimentaires et dans les commerces de détail sont ceux qui sont les moins bien payés de toute la province. Leur revenu hebdomadaire moyen est de 320 \$ et 480 \$, respectivement. Quant au salaire moyen de l'ensemble de l'industrie, il se situe à 762 \$ par semaine.

« Au N.-B., de 2003 jusqu'à aujourd'hui, les personnes travaillant au salaire minimum étaient payées en dessous de la moyenne des provinces de l'Atlantique. Au cours des neuf dernières années, les employeurs du N.-B. qui payaient leurs employés au salaire minimum, ont eu la belle vie mais telle n'était pas le cas des travailleuses et des travailleurs. Ceux-là recevaient, en moyenne,

de 0.13 \$ à 0.41 \$ l'heure de moins que leurs collègues des provinces voisines pendant tout ce temps » selon M. Gagnon.

De personnes employées au salaire minimum au N.-B., 17 000 au total, la majorité sont des femmes. Contrairement à la perception du public qui pense que ce sont uniquement des jeunes, 60% des personnes travaillant au salaire minimum sont des adultes âgés de 20 ans et plus. Au taux actuel de 9,50 \$ l'heure, elles gagnent annuellement 16 087 \$ pour 37,5 heures de travail par semaine. Le salaire minimum qu'elles touchent est nettement inférieur au revenu moyen de la population active au N.-B, la moyenne étant de 37 200 \$ par année. De nombreux ménages sont au-dessous du seuil de pauvreté quand ils travaillent au salaire minimum. Cela est certainement vrai pour les travailleuses et les travailleurs à temps partiel, pour les parents seuls ayant un ou plusieurs enfants, ainsi que pour les familles biparentales où il n'y a qu'un seul gagne-pain. Il est possible d'obtenir plus de détails à ce sujet en consultant notre Mémoire.

« Pendant des années, les propriétaires de petites et moyennes entreprises ont reçu de l'aide gouvernementale et le dernier budget provincial a poursuivi cette approche. D'ici 2015, ces propriétaires recevront une réduction de 50 % de leurs taux d'imposition » dit M. Gagnon.

Les propriétaires des petites et moyennes entreprises ont aussi de nombreux autres avantages financiers, comparativement aux citoyens ordinaires. Plusieurs peuvent déduire de leur revenu imposable des dépenses telles qu'une location de bureau à domicile, une partie de leur facture d'électricité, de leurs frais de déplacement, etc. Ils se font également rembourser en entier la TPS qu'ils paient.

« Il est complètement inacceptable de les travailleurs, ceux qui sont au plus bas de l'échelle salariale, et qui vivent d'un chèque à l'autre, doivent encore attendre six autres mois pour toucher l'augmentation de 0.50 \$ l'heure au salaire minimum qui avait été promise et planifiée » conclut John Gagnon.

Pour information :

John Gagnon, co-président, 548-9776

Jean-Claude Basque, coordinateur provincial, 854-2745 ou 875-4232

Auréa Cormier, membre du conseil provincial, 204-1134

*Le Front commun pour la justice sociale est l'un des plus importants organismes démocratiques et communautaires du Nouveau-Brunswick, avec près de 75,000 membres appartenant soit à des groupes ou adhérant comme individu. Le Front commun réunit ses membres au niveau local, régional et provincial afin de les engager à engager à enrayer la pauvreté.*